

Sommet de l'OTAN

Sur certains dossiers, il est urgent... d'attendre

De notre envoyé spécial à Bucarest, Tahar Mohamed Al Anouar

Le Sommet de Bucarest de l'Alliance euro-atlantique vient de s'achever par la publication traditionnelle d'un communiqué commun qui cristallise toutes les difficultés dans le traitement de certaines questions comme celle de l'Ukraine et de la Géorgie admises à être potentiellement candidates à un siège au sein de l'OTAN, mais le sommet de Bucarest a montré en la matière tout ce qui restait à parcourir pour ces pays pour faire partie de l'alliance.

La question a divisé l'Alliance. Ardemment souhaitée par les Américains, contrairement à l'Allemagne, la France, où sont rappelés l'instabilité qui règne en Ukraine et les conflits gelés en Géorgie. S'agissant de l'Afghanistan, les stratèges de l'OTAN tablent sur l'Afghanistan de la gestion de la sécurité, le transfert progressif des tâches militaires de police aux Afghans.

S'agissant de la Croatie et de l'Albanie, ces deux pays ont été invités à continuer le processus de négociation pour l'adhésion. L'adhésion est la finalité, il n'y a pas de discussions là-dessus affirment les stratèges de l'OTAN. Reste à arrêter tout simplement la date. Pour le cas spécifique de la Macédoine, il est essentiel de lever le veto grec pour l'adhésion de ce pays. L'OTAN agissant par consensus, ce veto laisse aux portes de l'Alliance, la Macédoine, Athènes souhaiterait un changement du nom de ce pays pour des raisons qui tiennent à l'histoire entre les deux pays. Pour la Bosnie Herzégovine et le Monténégro, le principe de l'ouverture des discussions pour l'adhésion a été arrêtée par l'Alliance qui souhaite participer à l'amélioration de la sécurité dans les Balkans relève le secrétaire général de l'OTAN, M. Scheffer. Une réunion semble déjà décisive celle qui aura pour lui pour l'Alliance en décembre 2008, date considérée comme une importante étape concernant la question de l'admissibilité et de l'élargissement.

Un autre dossier a longuement retenu l'attention au Sommet de Bucarest, celui de la défense antimissiles.

Les Alliés notent que le dispositif



L'action militaire "va progressivement céder la place au plan civil" en Afghanistan, selon le SG de l'OTAN

mis en place par les Américains est reconnu comme bon. Le dossier divise encore Russes et Américains mais Moscou a déjà signifié qu'elle était prête à coopérer. Le dossier sur la sécurité énergétique débattu au Sommet a trouvé un accord pour la protection des infrastructures notamment. La cyber défense a été un dossier sur lequel l'OTAN s'est positionné la première. Selon le secrétaire général de l'Alliance, dont la déclaration reflète les termes du communiqué commun, le moment est venu d'établir une déclaration sur la sécurité cyber-atlantique que devrait consacrer le prochain sommet qui se tiendra en 2009 en France et en Allemagne. Correspondant à la commémoration du 60^e anniversaire

de la création de l'Alliance.

En intervenant dans le cadre d'une conférence de presse commune, la chancelière allemande, Angela Merkel et le Président français Nicolas Sarkozy, ont voulu rassurer sur la bonne santé de l'Alliance. La question de la défense européenne a été évoquée par les deux hauts responsables allemands et français pour dire qu'elle est aujourd'hui intégrée dans la compréhension des enjeux pour l'Alliance. Paris envisage la réintégration au commandement militaire de l'OTAN. Les Etats-Unis semblent aujourd'hui mieux disposés. Pour tout dire et afin de convaincre, le Président français fait valoir qu'une solide structuration européenne en matière de

défense ne serait pas concurrente mais plutôt complémentaire de l'OTAN. Les observateurs pensent que le Chef de l'Etat français soucieux d'annoncer le retour de la France au sein du commandement de l'OTAN lors du soixantième anniversaire de la création de l'Alliance en 2009. La France vient prendre sa place dans l'OTAN avait affirmé M. Nicolas Sarkozy lors de la Conférence de presse commune tenue avec la chancelière allemande, M^{me} Angela Merkel. La France vient de décider pour confirmer cette volonté d'envoyer 700 soldats supplémentaires en Afghanistan.

La Chancelière allemande comme le Président français ont parlé d'une voie commune sur les problèmes débattus au cours du Sommet et qui fait l'objet d'un consensus comme la question de l'élargissement ou ils affirment que les pays éligibles, Ukraine, Géorgie, Albanie, Croatie ont vocation à faire partie de l'Alliance ce que confirme le communiqué commun. Il faut se donner le temps pour que les conditions soient réunies par ces pays. Nous sommes tous dans l'Alliance pour une plus grande place pour l'Europe ont rappelé la chancelière allemande et le Président français.

Il ne peut y avoir de choix imposé à l'Alliance relèvent-ils. Cela a été aussi l'écho des débats au cours du Sommet, allusion faite aux pressions de la Russie pour freiner l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN.

L'Alliance à ce propos a adopté un profil bas pensant que pour cette question, il était urgent d'attendre.

Pour bien montrer qu'au sein de l'OTAN, en dépit des divergences, il y a des décisions qui sont prises et des positions qui s'affirment la Chancelière allemande a rappelé que tout allait bien dans le meilleur des mondes. Concernant le dossier du partenariat euro-méditerranéen. C'est le communiqué commun du Sommet de Bucarest qui confirme la tendance qui est celle de l'intensification de la coopération et son approfondissement. Il y a des actions qui s'accomplissent.

Les pays alliés affirment y accéder la plus grande importance.

T. M. A.

Sécurité énergétique et cyber défense

Le rôle de l'OTAN en matière de sécurité énergétique élaboré déjà en 2006 lors du Sommet de Riga, a vu confirmation à Bucarest. L'Alliance consent à travailler pour le partage de l'information et du renseignement, la promotion de la coopération internationale et régionale. Elle apporte un soutien à la protection des infrastructures énergétiques essentielles.

Les stratèges de l'Alliance selon les termes du communiqué commun, affirment continuer à mener des consultations sur les risques les plus immédiats en matière de sécurité énergétique. Les actions de l'OTAN est-il précisé doivent apporter une valeur ajoutée et aller dans le sens d'une intégration dans celle des organisations internationales spécialisées dans la sécurité énergétique. Au Sommet de 2009, devraient être examinées les conclusions d'un rapport à ce sujet commandé à Bucarest.

L'Alliance met en avant pour un certain nombre de ses missions le concept de cyber-défense qui lui permet d'entrer dans ce domaine si sensible de plain pied dans le 21^e siècle.

TMA

Projet de conférence sur la paix au Proche-Orient à Moscou

La relation OTAN-Russie dans le cadre du partenariat est fondamentale pour la sécurité internationale. Le secrétaire général de l'OTAN, M. Scheffer, et le président russe, Vladimir Poutine, se sont efforcés, dans le cadre de conférences de presse distinctes, de préciser leurs intentions.

Pour le SG de l'OTAN, l'Alliance est disposée à poursuivre la coopération avec la Russie. Sur tous les dossiers ouverts au dialogue, la défense antimissile, l'élargissement de l'OTAN, la question du Kosovo, il y a des points différents, mais le dialogue se poursuit, ont précisé le SG de l'Alliance et le président russe.

Il y a des dossiers sur lesquels les positions se rejoignent : lutte antiterroriste, Afghanistan, l'opération Activ Endeavor en Méditerranée. Sur les sujets où il y a urgence, le SG de l'OTAN a tenu à préciser qu'il y a débat. Il n'y a pas d'affrontement avec les Russes, notamment sur la défense antimissile, le traité adopté sur les armes conventionnelles.

M. Scheffer parle de déception des pays de l'Alliance pour les réticences russes, mais M. Vladimir Poutine parle lui de défense des

intérêts de la Russie qui doivent être bien compris par nos partenaires de l'OTAN. Le président russe a confirmé que son pays allait poursuivre sa coopération avec l'Iran pour accéder à la technologie pour ce pays dans l'utilisation du nucléaire à des fins pacifiques.

L'élargissement aux pays qui bordent la Russie, à savoir l'Ukraine et la Géorgie, constitue une menace pour notre sécurité, affirme le président russe qui ajoute que l'élargissement aux pays baltes, intégrés aujourd'hui dans l'Alliance, n'a rien apporté pour les populations de ces pays.

Pour la défense antimissile, les discussions continuent, selon le chef de l'Etat russe. M. Vladimir Poutine a évoqué un projet de rencontre internationale sur la paix au Proche-Orient, à l'initiative de son pays. Nous avons beaucoup consulté et ces consultations sont positives du côté de nos partenaires occidentaux comme des pays arabes. Les discussions se poursuivent avec Israël. Dès que nous sentirons que ce processus touche à sa fin, nous rendrons publique la tenue de cette rencontre. Pour l'occasion, nous souhaitons être un intermédiaire, relève M. Vladimir Poutine, qui

affirme qu'il faudra bien se préparer.

Le président russe pense que le dialogue va se poursuivre en Russie où se rend, dans quelques jours, le président américain. Avec l'OTAN, le dialogue demeure constructif, ouvert, le temps des idéologies est bien terminé, relève le chef de l'Etat russe, mais nous devons assurer notre sécurité et celle-ci se fait à travers le dialogue avec nos partenaires. On ne veut pas sacrifier notre sécurité et nous coopérons pour cela avec l'OTAN.

S'agissant de la lutte antiterroriste, que peut-on faire sans le concours de la Russie, relève M. Poutine. En Afghanistan, elle ne peut se faire aussi sans la Russie.

En prenant congé à l'issue de sa conférence de presse, M. Vladimir Poutine a remercié tout le monde. C'est la fin d'une étape pour le président russe, d'une période de travail. Les huit années passées à la tête de la Fédération de Russie ont été des années difficiles, relèvent M. Poutine. Avec nos partenaires, le dialogue va se poursuivre à l'avenir.

T. M. A.

Le partenariat méditerranéen a de sérieuses possibilités

Le partenariat euro-méditerranéen qui n'a pas été la priorité lors de ce sommet en raison de questions urgentes à régler, affirment les stratèges de l'Alliance qui ont semblé se focaliser sur le processus d'élargissement concernant l'Ukraine, la Géorgie, l'Albanie, la Croatie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Tous candidats potentiels à l'intégration, cependant est reconnu pour son utilité et sa nécessité.

L'Alliance considère que des progrès importants ont été accomplis dans le cadre du partenariat avec les pays méditerranéens et celui depuis les sommets précédents. Au premier chapitre du ce partenariat, il y a les consultations politiques qui ont gagné en fréquence et en substance et il vote. La dernière rencontre au niveau des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN et des pays méditerranéens a contribué selon l'analyse qu'en font les Alliés à l'approfondissement de ce partenariat. Il y a la volonté de poursuivre le dialogue. C'est ce qui ressort de la volonté de l'Alliance affichée dans le communiqué commun. En matière de formation et d'entraînement, il y a de nouvelles possibilités qui sont offertes dans le

cadre du collège de défense de l'OTAN avec l'organisation de deux cours pilotes qui se sont déroulés selon les résultats établis avec succès. Il y a des opérations de coopération individuelle entreprises avec un certain nombre de pays comme l'Egypte, la Jordanie, et d'autres qui sont actuellement négociés. Un encouragement est accordé à d'autres pays pour s'inscrire dans ce cadre de programmation individuelle en matière de coopération. L'apport de certains pays partenaires méditerranéens dans le cadre d'opérations engagées par l'OTAN est louée notamment l'opération souvent citée pour son importance qui consiste dans la surveillance des voies maritimes en Méditerranée. Ce partenariat est élargi aujourd'hui aux pays du Golfe et à celui en vue plus large de ce qu'on nomme le grand Moyen-Orient qui va aux confins de l'Asie. Aux sceptiques qui évoquent la modicité du partenariat avec les pays méditerranéens et ceux du Golfe, l'Alliance oppose l'ensemble du paquet d'actions qui est sur le terrain, affirmant que c'est un partenariat disposant de réelles possibilités d'évolution.

T. M. A.